

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Des-medias-qui-revent-d-un-putsch-au-Venezuela>

Des médias qui rêvent d'un putsch au Venezuela

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -

Date de mise en ligne : lundi 14 février 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por Fernando Malverde

Novembre 2004

Depuis l'élection d'Hugo Chávez en 1998, le Venezuela s'est engagé dans un projet politique progressiste et antilibéral sous le parrainage symbolique de Simon Bolivar. Après avoir déjoué une tentative de coup d'Etat et une grève générale fomentées avec la complicité des patrons de la presse privée, le président Chávez vient aujourd'hui de gagner haut la main l'élection réclamée par l'opposition. Pour quiconque n'aurait fait que regarder la télévision, écouter la radio et lire les journaux vénézuéliens, cette écrasante victoire est totalement incompréhensible. Pourtant, la plupart des médias dans le monde ne font que s'aligner sur la désinformation de la presse vénézuélienne. Une presse qui a perdu toute mesure et toute dignité. Enquête sur une guerre médiatique comparable à celle qu'a subie le Chili de Salvador Allende.

L'entrée de la télévision privée RCTV (Radio Caracas TV) porte encore les traces d'une manifestation avec quelques slogans maculant les murs : « Assez de mensonges ! » ou « Médias putschistes ! ». La plupart des journalistes de cette chaîne comme ceux de tous les médias privés se plaignent aujourd'hui de l'hostilité qu'ils ressentent dans les quartiers populaires. Un journaliste croisé dans les couloirs nous dit d'une formule le désarroi de toute une profession « Avant nous n'étions pas bien payés [\[1\]](#) mais au moins nous étions respectés ».

Alors que s'est-il passé au Venezuela ? Pourquoi, dans certains cas, certains confrères ont-ils même eut à subir d'inacceptables agressions physiques lors de la couverture de manifestations de partisans du président Chávez ? Lorsque nous interrogeons Soraya Castellanos une des rédactrices en chef de RCTV sur les raisons de cette hostilité, elle ne l'explique que par l'agressivité d'activistes manipulés par le gouvernement [\[2\]](#). Le contenu des émissions d'informations diffusées par sa chaîne ? Le parti pris militant systématique ? Rien, selon elle, ne déroge aux règles de l'objectivité ou de l'éthique professionnelle. Lorsque nous l'interrogeons sur les circonstances du coup d'état raté d'avril 2002 et sur l'implication des médias, sa réponse montre l'incroyable décalage et l'aveuglement idéologique d'une grande partie de la profession : « Mais-nous dit-elle- je ne suis même pas sûre qu'il y ait vraiment eu un coup d'état... » (Voir ci-dessous : « Un coup d'Etat médiatique »).

Comme dans l'univers d'Orwell l'opposition et ses serviteurs réécrivent le passé... de la même manière qu'ils truquent la réalité au présent.

Un coup d'Etat médiatique

En avril 2002, à la suite de provocations lors de manifestations de l'opposition chauffée à blanc par les médias, le président démocratiquement élu Hugo Chávez a été déposé et mis au secret pendant 48h, l'assemblée nationale et la cour suprême ont été dissoutes, la constitution suspendue. Une vingtaine de morts sont à déplorer pendant cette tentative de coup d'état dirigé par le Medef local et des secteurs militaires d'extrême droite. On sait aujourd'hui que les préparatifs eurent lieu dans les locaux de la chaîne de télévision Venevision et que plusieurs patrons de presse se trouvaient dans le palais présidentiel pour célébrer leur éphémère succès. Véritable coeur battant du putsch, les chaînes inventent la démission d'Hugo Chavez qui est en état d'arrestation. Elles se réjouissent en direct du « golpe » et des arrestations de ministres et de militants Bolivariens. Alors qu'aucune censure n'a jamais été exercée par Hugo Chávez, les putschistes ferment la télé publique, arrêtent des journalistes de médias communautaires et organisent le black out de l'information quand le putsch a raté. Le jour du retour du président démocratiquement élu, le dépit des médias est tel qu'aucun journal ne paraît et que des documentaires animaliers ont remplacé les journaux télévisés ! C'est là qu'est née la véritable fracture entre les médias privées et le petit peuple du Venezuela [\[3\]](#).

Propagande à la une

Dans les semaines qui précèdent le référendum du 15 août 2004, les spots politiques au style caricatural s'enchaînent sur les chaînes de TV. Ils sont parfois difficiles à distinguer des clips d'auto promotion. Sur RCTV le sigle de la chaîne et un appel à voter oui se mélangent (la question posée lors du référendum d'août était : souhaitez-vous le départ d'Hugo Chavez ?). Sur Globovision la promotion du documentaire « Quelle révolution ? » passe à toute heure. Musique dramatique, coup de feu ou flaques de sang en boucle associées à des images de Chávez ou à des fragments de ses discours sortis de tout contexte. Ce clip utilise grossièrement les techniques audiovisuelles pour assimiler l'image du président à celle de la violence. Diffusé jusqu'à plus soif il n'est pas produit par un parti d'opposition mais fait partie des programmes « normaux » d'une chaîne privée. Le ton de Globovision est tellement stressant que les vénézuéliens l'appellent « Globoterror » !

Les reportages des Journaux Télévisés sont construits sur des modèles répétitifs. Dans chaque sujet trois à quatre personnes déclinent sans contre partie la même opinion. Les défenseurs de l'action gouvernementale ou ses portes paroles ne sont quasiment jamais sollicités. L'objectivité, même simulée, est le dernier des soucis. Le déséquilibre médiatique est total. La majorité est ultra minoritaire dans les journaux et le petit écran.

La presse écrite n'est pas en reste dans ce journalisme de combat. Figure du journalisme vénézuélien, Miguel Enrique Otero, le Directeur d' El Nacional le dit nettement lors du discours prononcé le 3 août dernier à l'occasion du 61ème anniversaire de son journal : " face à ce gouvernement, que les choses soient claires, nous ne pouvons pas être impartiaux".

Les règles déontologiques sont bafouées à longueur de pages : suppositions, rumeurs et allégations sans preuve remplissent les colonnes. Quand par exemple une accusation de corruption est portée contre un fonctionnaire du gouvernement, les sources sont toujours anonymes, le journaliste se devant de les protéger... « par crainte des représailles de la dictature ».

De toutes les accusations contre le gouvernement d'Hugo Chávez, la plus absurde est l'affirmation que la presse est muselée ou que la liberté d'expression est menacée au Venezuela [4].

Ce qui frappe, au contraire, est la liberté de ton proche de l'invective et le sentiment d'impunité et de toute puissance des patrons de presse. Traiter Hugo Chávez de "dément", se moquer de lui avec des allusions racistes, sont des choses banales. Ecrire comme Enrique Landera que le chef de l'Etat est un "fasciste, putschiste et terroriste" dont la gestion présidentielle est « la plus insolente, obscène, corrompue et antipatriotique que nous n'avons jamais imaginée » est chose courante (El Universal du 24 juillet 2004).

Le 25 juillet dernier le journal El Nacional, un des plus importants quotidiens du pays reproduit les propos de Carlos Andres Perez recueillis depuis Miami. L'ancien chef de l'état social démocrate, très impopulaire pour avoir appliqué les mesures dictées par le FMI et qui fut ensuite destitué par ses amis et incarcéré pour corruption. Il prône aujourd'hui la violence et une dictature. "Je travaille à chasser Chávez du pouvoir. La violence va nous le permettre. C'est le seul chemin que nous avons" déclare celui qui fut vice président de l'internationale socialiste. Selon lui, « ... Nous avons besoin d'une période de transition de deux ou trois ans... Une junte doit gouverner durant cette transition ».Quant à Chávez, il doit, selon lui, « mourir comme un chien, car il le mérite ».

Médias et oligarchie

Comme c'est le cas sur tout le continent latino-américain, au Venezuela les grands médias appartiennent aux familles de l'oligarchie. Sur dix grands journaux nationaux neuf sont violemment antichavistes. Dans l'audiovisuel ce sont 95% des fréquences radios et télé qui appartiennent à des groupes privés et sont hostiles au gouvernement ! [5]

Pendant quarante ans le système politique vénézuélien a fonctionné sur une alternance entre deux partis : le COPEI (Démocrate Chrétien) et Action Démocratique (Social Démocrate). L'argent du pétrole a développé une corruption devenue légendaire. Un capitalisme structurellement lié à l'Etat et à une distribution de privilèges, de contrats, de marchés publics et de publicités dont les propriétaires des médias ont toujours bénéficiés. Les adjudications de fréquences de radios et de télévision étaient considérées comme des « faveurs » faites « aux amis des partis traditionnels ».

Comme le rappelle Maryclen Stelling Coordinatrice de l'Observatoire des Médias Vénézuéliens : « Les propriétaires des moyens de communication et leurs dirigeants étaient élus députés, sénateurs ou responsables des partis traditionnels. Ils ont légiféré pour défendre leurs prébendes et leurs intérêts. Ils ont fait parti du pouvoir, l'ont partagé et l'ont utilisé pour accroître leurs gains. »

Quand le système d'alternance et les dirigeants traditionnels ont été balayés par la crise qui a amené Chavez au pouvoir, les propriétaires des médias ont pensé que c'était à eux de remplir le vide politique. Intimement lié à l'oligarchie, le « parti de la presse » s'est mué en opposition à Chavez. Selon Alejandro Boscan, sociologue qui analyse les médias, ceux-ci « ne se contentent pas d'exprimer les idées de l'opposition, ils en sont l'avant garde et participent à élaborer son projet politique ».

Une situation emblématique

Comment expliquer une telle mobilisation et une campagne médiatique d'une telle violence contre un président démocratiquement élu et plusieurs fois largement conforté par les électeurs ? En quoi la politique de Chavez s'inspire-t-elle du « totalitarisme castro-communiste » comme le pense David Natera Febres, le président du BPV, le syndicat des patrons de la presse vénézuélienne ?

En fait, le crime de Chavez est d'affirmer sa volonté d'en finir avec l'apartheid politique et social que subit la majorité de son peuple.

Dans un pays où 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté l'actuel gouvernement a choisi de rompre avec l'orthodoxie ultra libérale. Il s'est engagé à redistribuer les ressources du pétrole qui, jusqu'à présent, n'ont bénéficié qu'aux classes supérieures. Une vaste réforme agraire a été engagée, une politique de micro crédit a été développée, l'alphabétisation a touché plus d'un million de personnes, la gratuité de l'école est désormais inscrite dans la loi. Pour la première fois, grâce à 10 000 volontaires cubains, la médecine accède au coeur des bidonvilles. La nouvelle constitution met la participation populaire au coeur de tous les processus politiques. Ceux qui ont toujours été marginalisés retrouvent une dignité, ils ont aujourd'hui droit à la parole et peuvent rêver d'une vie meilleure.

Dans sa situation caricaturale d'extrême polarisation politique et de concentration de la propriété des médias, le Venezuela est le laboratoire de tous les excès. Dans ce pays, une partie de la presse s'est dévoyée et a oublié que sa fonction sociale et sa mission dépassaient les seuls intérêts des patrons de journaux. De tous points de vue, la situation du Venezuela interpelle les journalistes que nous sommes sur les responsabilités de notre profession. Elle nous rappelle que la liberté d'expression de quelques uns ne garantit pas à elle seule le droit à l'information pour tous.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Le salaire d'un journaliste de base ne dépasse pas deux fois le smic local mais, bien entendu, les disparités avec les vedettes des médias sont les mêmes qu'en France.

[2] C'est également l'unique explication de l'association corporatiste Reporters Sans Frontières qui relaie au niveau international toutes les positions et la propagande de la presse privée vénézuélienne à qui il est même arrivé d'inventer certaines « agressions ».

[3] Pour plus d'informations sur ces faits qui ne furent jamais condamnés par RSF, voir les articles de Maurice Lemoine dans Le Monde Diplomatique : « Hugo Chávez sauvé par le peuple » (mai 2002), et « Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela » (août 2002).

[4] Le lobby de l'opposition est très puissant. En juin 2004, le Conseil d'Administration de l'AMJ (l'Association Mondiale des Journaux, le lobby des propriétaires) qui se réunissait à Istanbul publiait un communiqué pour condamner violemment "la répression de la liberté d'expression et de la liberté de la presse au Venezuela". L'association Reporters Sans Frontières et l'Organisation des Etats Américains sont également coutumiers de ce genre de déclarations sans discernement.

[5] Le paysage audiovisuel est largement dominé par les chaînes de télévisions privées nationales (Venevision, RCTV, Globovision, Televen, CMT...). Il n'existe qu'une seule chaîne de télévision publique VTV (canal 8) qui ne couvre même pas l'ensemble du pays. Le secteur associatif émerge de façon dynamique. Depuis novembre 2003, le gouvernement a lancé « Vive TV » une nouvelle chaîne communautaire avec de l'argent public. Le courant chaviste s'exprime également à travers deux radios publiques pour... 400 privées !